



**Communiqué
Diffusion immédiate**

Budget provincial 2026-2027

134 milliards \$ d'indifférence : les personnes handicapées encore oubliées

Québec, le 18 mars 2026 – Le Comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH) accueille avec une profonde déception le budget 2026-2027 déposé aujourd'hui par le ministre des Finances du Québec, Éric Girard totalisant 134 G\$. Présenté comme étant centré sur les priorités des Québécois, ce budget s'avère pourtant timide, sans ambition et, surtout, largement insuffisant pour répondre aux besoins criants des personnes en situation de handicap et des ménages les plus vulnérables.

En matière de logement, les mesures annoncées frôlent l'indécence face à l'ampleur de la crise. Le gouvernement prévoit 209 M\$ sur trois ans pour la construction de seulement 1 000 logements « abordables ». Non seulement cet objectif est largement en deçà des besoins réels — alors que plusieurs experts évoquent la nécessité d'au moins 10 000 logements sociaux —, mais aucune garantie n'est offerte quant à l'accessibilité ou à l'adaptabilité de ces unités. Encore une fois, les personnes en situation de handicap sont totalement oubliées.

Le constat est tout aussi préoccupant du côté de l'itinérance. Avec un investissement de 90 M\$, le gouvernement envoie un message clair : malgré l'urgence visible dans toutes les régions du Québec, la lutte contre l'itinérance ne figure pas parmi ses priorités réelles.

La seule mesure intéressante qui touche directement les personnes en situation de handicap est un montant de 30 M\$ sur deux ans pour le Programme d'adaptation de domicile (PAD) —mais qui apparaît largement insuffisante. «Après plus d'un an et demi de gel, ces sommes serviront essentiellement à écouler une liste d'attente déjà trop longue, sans répondre à la demande croissante. Pour de nombreuses personnes, cela signifie continuer à vivre dans des logements inadaptés, voire devoir quitter leur milieu de vie», précise Dominique Salgado, directeur général du CAPVISH.

D'autres annonces, comme les 185,9 M\$ pour le renouvellement du Programme de supplément au loyer (PSL), permettront d'éviter le pire pour certains ménages, mais sans offrir de solutions durables à la crise du logement. Quant au soutien aux organismes communautaires — 100 M\$ sur cinq ans via le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) et 45,6 M\$ pour la défense collective



des droits. «Ces montants demeurent toutefois nettement insuffisant pour des acteurs déjà à bout de souffle», souligne Michel Dubé, président du CAPVISH.

Par ailleurs, le silence complet entourant la mise en œuvre de la nouvelle politique nationale de soins à domicile annoncée en début d'année soulève de sérieuses inquiétudes. Alors que cette réforme était attendue, aucune mesure concrète ni financement n'apparaissent dans ce budget. Les impacts réels, notamment en région, demeurent aussi toujours inconnus. L'étude des crédits au printemps pourrait toutefois permettre d'en préciser les montants.

Au final, ce budget donne l'impression d'un gouvernement déconnecté des réalités vécues sur le terrain. En refusant d'investir à la hauteur des besoins, il contribue à maintenir, voire à aggraver, les inégalités sociales. Pour les personnes en situation de handicap et les ménages vulnérables, le message est clair : il faudra encore attendre.

– 30 –

À propos du CAPVISH

Le CAPVISH (Comité d'action des personnes vivant des situations de handicap) est un organisme voué à la défense des droits des personnes handicapées et collabore avec les autorités pour la mise en place de pratiques inclusives depuis plus de 47 ans. Pour plus d'information, visitez le www.capvish.org.

Pour information :

Dominique Salgado, directeur général

Bur. : 418-523-3065 poste 1

Cell. : 581-988-7271

direction@capvish.org